

Toulouse. Un rassemblement contre les violences envers les élus place du Capitole

Lundi 3 juillet 2023, des dizaines de personnes se sont rassemblées place du Capitole à Toulouse pour dénoncer les violences commises envers les élus ces dernières semaines.



Lundi 3 juillet 2023, élus et citoyens se sont rassemblés place du Capitole à Toulouse pour porter un message de soutien envers les élus pris à partie ces dernières semaines, et encore plus, ces derniers jours, partout en France. (©Guillaume Laurens/Actu Toulouse)

Par [David Saint-Sernin](#) Publié le [3 Jul 23 à 12:29](#)

[Voir mon actu](#)

Lundi 3 juillet 2023, des dizaines de personnes, élus et citoyens, se sont rassemblées [place du Capitole](#) à Toulouse pour dénoncer les [violences commises envers les élus](#) ces dernières semaines.

Au même moment, les **sirènes d'alerte** ont sonné à Toulouse et dans plusieurs communes de Haute-Garonne.

Carole Delga avec Jean-Luc Moudenc

Réunis devant l'hôtel de Ville à l'initiative du maire de Toulouse, **Jean-Luc Moudenc**, qui avait lui-même répondu à l'appel président de l'Association des maires de France (AMF),

David Lisnard, le nombreux public rassemblé a exprimé sa solidarité envers les élus pris pour cible.

Étaient notamment présents sur le parvis du Capitole Jean-Luc Moudenc, le maire de Toulouse, **Carole Delga**, la présidente de la Région Occitanie, le préfet de Haute-Garonne, Pierre-André Durand, Brigitte Micouleau, sénatrice de Haute-Garonne, Vincent Gibert, vice-président au Département et élu de l'opposition au conseil municipal de la Ville de Toulouse.

Carole Delga menacée

« On ne peut pas accepter la violence, on ne peut pas accepter la stigmatisation de certaines personnes », a martelé Carole Delga qui a lancé un appel à « la concorde républicaine ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

La présidente de Région a avoué avoir fait l'objet de « menaces de mort » et de « menaces physiques » par le passé.

147 mairies ou bâtiments municipaux « attaqués »

Un appel qui faisait notamment suite à l'attaque de la maison du maire de **L'Haÿ-les-Roses** (Val-de-Marne) à la voiture-bélier. Plus globalement, depuis le début des émeutes survenues après la mort de Nahel, plusieurs élus ont été pris à partie, tandis que de nombreux bâtiments municipaux ont été « **attaqués** » partout en France.

Selon un décompte de l'AMF, « 147 mairies ou bâtiments municipaux ont été attaqués ces dernières heures, c'est une première dans l'histoire de la France ».

(Avec Guillaume Laurens)

"La prochaine étape, c'est d'assassiner l'un d'entre nous", déclare le maire de Toulouse devant le Capitole

[Emeutes après la mort de Nahel, Toulouse, Haute-Garonne](#)

Publié le 03/07/2023 à 14:03 , mis à jour à 15:14 DDM

[Cyril Doumergue](#)

Environ 300 personnes, citoyens, élus, représentants associatifs, se sont rassemblées place du Capitole à l'appel du maire de Toulouse et de l'Association des maires de France. Ils ont tous voulu dénoncer la violence envers les élus, et appellent au calme dans tout le pays.

Plusieurs centaines de Toulousains, de nombreux élus du Capitole, de la majorité et de l'opposition municipale, la présidente de la Région Carole Delga, des élus du conseil départemental, se sont rassemblés autour du maire de Toulouse Jean-Luc Moudenc, ce lundi 3 juillet à 12 heures sur la place du Capitole. Ils appelaient tous à un sursaut républicain, après la tentative d'assassinat du maire de l'Haÿ-les-Roses, en région parisienne. Jean-Luc Moudenc s'est exprimé devant les médias.

Quelle a été votre réaction en apprenant cette attaque du domicile d'un maire, dans la nuit de samedi à dimanche?

J'ai été stupéfait. Un palier a été franchi. Tout cela est inacceptable, ce qui se passe depuis quelque temps déjà était inacceptable, mais là, c'est le maire, sa maison, ses enfants en bas âge, sa femme, des personnes très vulnérables qui sont ciblées. La prochaine étape, c'est d'assassiner l'un d'entre nous. Cela, ce serait quelque chose de totalement dramatique pour la République française.

"Certains tiennent des propos tantôt inacceptables, tantôt ambigus"

Avez-vous peur, pour vous et votre famille ?

Je ne suis pas d'un tempérament peureux, mais la peur est un sentiment éminemment respectable. On peut avoir des proches qui sont moins aguerris que nous, et qui peuvent avoir peur. J'ai parfois des discussions avec ma femme, avec mes enfants, qui s'inquiètent. Cela ne veut pas dire que je ne suis pas inquiet. Mais j'ai un caractère et un tempérament personnels qui font que je suis un peu plus préparé à tout cela.

Êtes-vous rassuré de voir autant de monde, et autant d'élus de toutes sensibilités, ce lundi place du Capitole ?

Il y a un grand consensus heureusement. Après, il y a une partie des élus, notamment dans la sphère de la France Insoumise, qui tient des propos tantôt inacceptables, tantôt ambigus. Quand on dit que l'urgence n'est pas de rétablir le calme mais qu'il y ait la justice, alors même que la justice fait dans ce dramatique dossier un travail extrêmement rapide depuis

plusieurs jours, c'est quelque chose qui est ambigu, et donc dangereux. Les propos de Jean-Luc Mélenchon sont également des propos ambivalents. Or, devant la gravité de ce qui se passe, on n'a pas le droit d'être ambigus, on n'a pas le droit d'être ambivalents.

"La République s'est affaiblie (...), il faut de nouvelles lois"

À quoi vous attendez-vous pour les jours qui viennent ?

J'espère qu'il va y avoir le calme dans le pays, qu'on va laisser travailler la justice. J'espère qu'on va enclencher une nouvelle dynamique. J'espère aussi que des lois seront retouchées. Cela fait pas mal de temps que je dis que la République s'est affaiblie, depuis longtemps, depuis des dizaines d'années en réalité. Ceux qui veulent la renverser aujourd'hui, cette République-là, ils se sentent plus forts que jamais. Effectivement, la situation est dangereuse. Elle appelle certainement à des rassemblements, indispensables. Mais il faut que les choses suivent, que dans un état de droit, il y ait de nouvelles lois.



La présidente de la Région Carole Delga, ce lundi 3 juillet avec le maire de Toulouse Jean-Luc Moudenc DDM - LAURENT DARD

Carole Delga : "La folie est en train de s'emparer de certaines personnes"

La présidente de la Région Occitanie était présente place du Capitole, ce lundi 3 juillet, pour soutenir les maires et élus victimes de violences :

"Il faut que collectivement, on amène des solutions pour qu'il y ait moins d'injustices dans ce pays. Il faut retrouver de la concorde républicaine. D'abord, il faut respecter l'ensemble de la société. On ne peut pas accepter la violence. On ne peut pas accepter la stigmatisation de certaines personnes.

Par rapport à ce qui est arrivé de façon terrible à la famille d'un maire, on voit à quel point la folie est en train de s'emparer de certaines personnes. (...) Je n'ai pas été d'accord avec certaines récupérations. On a voulu stigmatiser certaines personnes de confession musulmane, ou d'autres personnes. Sur d'autres bords de l'échiquier politique, certains n'ont pas appelé au calme, et ont cautionné certaines formes de violence. La violence n'est jamais acceptable."



Le préfet était à la droite du maire de Toulouse, ce lundi 3 juillet DDM - LAURENT DARD

Pierre-André Durand, préfet de Haute-Garonne : "Les peines encourues peuvent être particulièrement lourdes pour ceux qui s'en prennent aux élus"

"Je suis présent aujourd'hui pour exprimer le soutien de l'État auprès des élus de la République. On parle souvent du couple préfet maire, nous avons l'habitude au quotidien de travailler avec les maires, et la pente de violence à laquelle nous sommes confrontés ces derniers temps, en direction des élus, ne peut pas être tolérée. C'est la raison pour laquelle je suis présent.

Ce soutien s'exprime par des conseils juridiques, une sensibilisation de la police et de la gendarmerie, par un accompagnement des élus pour qu'ils portent plainte systématiquement. J'ajoute qu'il y a des instructions nationales par le ministère de l'Intérieur, sur l'organisation des patrouilles, et par le garde des Sceaux, auprès des parquets, sur des réponses pénales appropriées. Les peines encourues peuvent être particulièrement lourdes, pour celles et ceux qui s'en prennent aux élus de la République"